

 CONVENTION
CITOYENNE
DE NANTES**Covid-19 :
VÉCUS
DE CRISE &
ASPIRATIONS
POUR DEMAIN**

Rapport d'étonnement

Première session de travail 13 au 17 novembre 2020

Les coulisses

Nous nous sommes rencontrées pour la première fois entre garants le vendredi 6 novembre. Nous avons fait connaissance entre nous et avec les équipes de Nantes Métropole et de Missions publiques. Nous avons abordé les questions d'organisation et d'évaluation ainsi que la manière dont chacun.e d'entre nous voyait son rôle et son positionnement au sein de la convention.

Nous nous sommes revu.e.s le jeudi 12 novembre la veille du lancement de la convention. Nous avons eu un premier échange avec les élu.e.s métropolitains, Cristelle Scuotto et Fabrice Roussel, sur le temps du déjeuner puis avons retrouvé les équipes de Nantes Métropole et de Missions publiques pour un temps de travail en fin de journée.

Nous étions alors prêt.e.s à nous lancer tout en nous accordant pour dire que nous ne savions pas à quoi nous attendre. C'est la raison pour laquelle nous avons décidé de nous donner du temps pour appréhender notre rôle et nous l'approprier. La première session des 13, 14 et 17 novembre a été un temps d'apprentissage et d'apprivoisement pour chacun.e d'entre nous.

La rencontre avec les citoyens

Il n'était pas facile d'imaginer comment allait se passer cette rencontre, purement virtuelle. Nous étions plus de 90, citoyen.ne.s, représentants de Nantes Métropole, membres de l'équipe d'animation et garants à nous retrouver ce vendredi 13 novembre, certains se connectant par ordinateur, d'autres par téléphone, certains avec leur camera, d'autres pas. Il n'est pas facile dans ces conditions de prendre la mesure du collectif et de découvrir chacune des individualités. Regarder des cases sur une interface de visioconférence, cela n'as pas grand chose à avoir avec la possibilité que l'on a, en conditions normales, de balayer une salle du regard, capter les réactions, les échanges complices, le langage corporel..

Mais finalement, les choses se sont faites très simplement, chacun.e saluant les autres en se connectant puis se renommant par son prénom et sa fonction (citoyen.ne, équipe d'animation, agents de la Métropole, garant...). Et très vite, dès la première pause du matin, des conversations informelles se sont nouées, d'abord en collectif puis via une salle justement nommée "pause café". Le lendemain, certain.e.s des participant.e.s s'appelaient par leur prénom et se demandaient comment s'était passée leur soirée.

Plusieurs personnes ont fait part de leur fatigue après la première et la seconde journée. Fatigue liée pour les un.e.s aux écrans, pour d'autres aux échanges à bâtons rompus, à l'intensité des informations communiquées ou à une absence d'habitude de ce type d'activité.

Le nombre de citoyen.ne.s impliqués a été stable durant les deux premiers jours, moins important lors de la troisième séquence en soirée et en semaine.

Durant toute la durée de la session, les citoyen.ne.s n'ont pas interpellé les garant.e.s. Les échanges qui ont eu lieu ont été liés au premier rapport d'étonnement oral communiqué par les garant.e.s lors de la troisième séquence.

Le déroulement de la première session

Elvire Bornand

J'ai retenu des deux premiers jours d'échange les interrogations des participant.e.s sur leur représentativité et je souligne le risque à se laisser mobiliser par cette question. D'un point de vue technique, le cabinet TMO a apporté la preuve scientifique de la représentativité des participants par rapport au panel de personnes interrogées dans l'enquête, lui-même constitué de manière représentative. Le cabinet a toutefois souligné la surreprésentation des personnes ayant une formation supérieure ou / et appartenant à une catégorie socioprofessionnelle considérée comme supérieure. Ce biais est connu des dispositifs participatifs. J'encourage les participant.e.s à ne plus se demander qui n'est peut-être pas là au risque de stigmatiser certain.e.s citoyen.ne.s vulnérables, bien présent.e.s parmi les membres de la convention mais ne devant pas se sentir obligé.e.s de se présenter comme tel.le.s. La représentativité est une notion qui n'a de sens que d'un point de vue collectif et qu'il faut que chacun.e partage sa propre expérience de vie pour que les discussions soient à l'image des vécus de la population métropolitaine. Cela peut être difficile

pour certain.e.s qui se sentiront plus à l'aise dans les groupes de travail ou sur l'outil conversationnel écrit. Chacun.e doit pouvoir discuter de manière confortable et nous devons respecter les propos émis sans jugement moral. Les témoignages ne sont ni bons, ni mauvais, ils sont le reflet de différents modes et conditions de vie au sein du territoire métropolitain.

Une seconde chose a attiré mon attention, le fait que les échanges soient tournés vers demain au sens d'innovation et de ré-invention. J'aurais aimé que l'attention soit aussi portée vers des choses à préserver ou à raviver.

Monique Boutrand

Cette première expérience de convention et de débats virtuels est plutôt réussie même si la convivialité prendrait plus de sens dans une vraie rencontre. Si les débats en plénière souffrent un peu de la méthode - difficulté à voir tout le monde, interventions intempestives et bruits annexes - a contrario les débats en ateliers sont efficaces car rapides à mettre en place et le petit nombre de participants a alors permis un vrai échange. La première journée a été d'une grande richesse, permettant d'évoquer un éventail très large de questions. Je n'ai pas été convaincue par l'invitation au voyage du samedi après-midi. L'horizon 2026 a été largement dépassé et les groupes se sont lancés dans une surenchère parfois délirante. Ce travail permettra-t-il d'en extraire quelques éléments structurants?

La forme virtuelle n'empêche pas les travers des débats habituels : certains et je devrais dire certaines prennent peu la parole et si l'animation n'y prend pas garde, même en atelier, la parole est monopolisée par quelques hommes qui plus est retraités même quand il est question des modalités du travail.

A ce propos, il serait intéressant d'avoir une intervention d'expert sur ces questions de télétravail. L'expérience du confinement n'avait rien à voir pour la grande majorité avec du télétravail, notion définie au niveau européen comme un travail dans un lieu autre que l'entreprise à l'aide d'outils numériques et encadré par un contrat avec des règles précises. Pour la plupart des salariés, l'expérience du confinement a été celle d'un travail dégradé et contraint à domicile mais pas du télétravail.

Sandrine Rui

Mon principal étonnement est de constater la vitesse à laquelle la dynamique participative s'engage, y compris dans cette version appareillée par la technologie numérique. Il semble donc possible de s'approprier la chose publique, de dialoguer et d'être constructifs sur une scène virtuelle. Tout le monde aspire tout de même à pouvoir se retrouver en présence, car les limites de l'exercice sont aussi perçues. Les scénarios d'un futur redouté ont d'ailleurs fait une large part aux contreparties perverses et effroyables du tout numérique.

Je constate par ailleurs qu'à écouter les citoyennes et citoyens dialoguer, dominant des sensibilités environnementalistes et solidaires, un attachement aux liens sociaux, comme à l'esprit et aux services publics ou encore aux services de proximité, et au fond à des "communs" qu'il s'agit de préserver, voire de restaurer. La crise sanitaire et surtout l'expérience du confinement semblent avoir donné plus d'acuité à ces enjeux. Les travaux de la convention diront si cette première "petite musique" donnera le "la" ou si d'autres tonalités viendront.

Car des prises de positions sur d'autres enjeux ont pu aussi s'exprimer, et elles ne sont pas d'emblée conciliables avec la tonalité dominante. Des points de tension sont déjà perceptibles

(quelle place demain pour la voiture ? La gratuité des transports publics est-elle tenable ? Quid du maintien du port du masque après la crise sanitaire ? Quel avenir pour le télétravail ? Comment répondre à l'insécurité ?...)

Mon invitation est de vous saisir vraiment de cette convention, qui garantit une liberté de parole, pour affronter, explorer et faire quelque chose des différends et des contradictions entre vous, qui sont parfois des tensions que chacun.e éprouve personnellement. Comme personne et comme citoyen.ne, nous sommes traversés par des aspirations contradictoires ; nous agissons parfois nous-mêmes en contradiction avec nos aspirations. C'est assez normal et banal.

Les travaux de la convention sont donc l'occasion d'explorer ces points de tension, et pour chacun d'eux se demander : faut-il, comment et jusqu'où concilier des aspirations contraires (liberté versus protection ; développement économique versus décroissance ; lutte contre la fracture numérique versus droit à la déconnexion... pour ne citer que quelques exemples des premiers échanges) ?

Affronter les différends et les contradictions suppose de ne pas se contenter de les constater, ni de les minimiser, ni de s'auto-censurer. C'est l'occasion de les explorer, pour les comprendre, à partir de vos expériences respectives et pas seulement de vos convictions. Cette dimension de l'exercice participatif promet de pouvoir dessiner ensuite des réponses politiques, donc des solutions qui prennent en compte la diversité et la complexité des expériences et des points de vue.

Gilles Pinson

Ma première source d'étonnement tient à la capacité des citoyen.ne.s "présent.e.s" à se saisir du dispositif, à jouer le jeu et à montrer une assez impressionnante capacité d'engagement. Cette bonne surprise tranche avec les diagnostics que l'on ressasse et qui nous parlent d'un délitement du lien social, de la confiance, d'un éloignement irréversible des citoyens vis-à-vis de la chose publique et des enjeux collectifs. Bien sûr, cette bonne surprise ne va pas sans un questionnement. Cette capacité à s'impliquer provient-elle de biais dans la constitution du groupe ? Certes, ceux parmi les Nantais.es qui ont été sollicité.e.s pour participer à la Convention constituent un échantillon représentatif du point de vue du genre, de l'âge et de la position socio-professionnelle. Mais ceux qui ont répondu favorablement sont aussi sans doute celles et ceux qui n'ont pas perdu cet intérêt pour les enjeux collectifs. Ces quelques doutes ont été exprimés par les membres du panel eux-mêmes, ce qui en dit long sur la capacité de réflexivité des citoyens lorsqu'on leur fait une place dans la gouvernance. Cela aussi, cela m'a étonné, et pour tout dire épaté.

Ma seconde source d'étonnement tient sans doute à la position "d'où je parle", celle d'un spécialiste de la gouvernance urbaine et des rapports entre échelles de gouvernement. J'ai en effet été frappé par l'accaparement des esprits par l'échelle nationale, par l'action gouvernementale. Très vite, la question a été posée par un certain nombre de participants de la remontée des propositions de la Convention Citoyenne de Nantes au niveau national, comme si c'était l'Etat, l'espace politique national et ses institutions, qui étaient les seuls à avoir la clé à tous nos problèmes. Comment peut-on interpréter cette focale, voire cette obsession pour le "national" ? De manière positive ? Ce qui se dit entre les lignes est peut-être que les collectivités territoriales, elles, ont plutôt bien fait leur boulot. Il y a aussi une manière moins avantageuse de

voir les choses. Les citoyens accordent finalement assez peu de crédit, peu de pouvoir, peu de capacité à influencer sur leur quotidien aux gouvernements locaux. Reste à voir si l'intervention du Directeur général des services de Nantes Métropole aura réussi à modifier cette tendance des citoyens à considérer l'action publique locale comme partie négligeable. L'enjeu est de taille car, il faut le répéter, si la Convention peut avoir un impact sur l'action publique, ce sera sur celle de la Métropole et des communes qui la composent.

Ce second étonnement a nourri une troisième réflexion. Si la défiance à l'égard du politique et de l'Etat est si forte c'est peut-être en partie parce que les citoyens en attendent trop et n'ont pas pris la mesure du fait qu'aujourd'hui, l'Etat et les institutions nationales partagent l'autorité et la capacité d'action avec d'autres échelles, supra et infranationales. J'ai été frappé de constater à quel point ce n'est pas uniquement le "gouvernement" qui fait l'objet d'une défiance, mais d'autres composantes de l'espace politique national : les médias, les experts, la science, etc. Nous sommes aujourd'hui pris dans un tourbillon médiatique, rendu permanent par les réseaux sociaux et les chaînes d'information en continu qui captent en permanence notre attention sur cet espace politique national qui du coup tourne au théâtre d'ombres, où les acteurs passent leur temps à calibrer leur "coup de com", leurs "éléments de langage", à suivre leur courbes de popularités plutôt qu'à comprendre les problèmes et les traiter. Et pourtant, c'est aussi et de plus en plus ailleurs que l'action s'organise. Il est donc plus que temps que notre attention se redéploie sur d'autres échelles. Et si la Convention pouvait y contribuer, ce serait déjà un énorme progrès.